

ne divulgue pas les taux d'intérêt qu'elle exige, en raison de la vive concurrence et des autres motifs déjà mentionnés.

[Traduction]

M. Smith: Madame le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lalonde: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M^{lle} Carney (page 24689) et du sous-amendement de M. Riis (page 24691).

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je reprends mon discours au point où il a été interrompu par la pause du déjeuner. Je disais alors qu'il ne s'agissait pas d'un budget de relance mais d'un budget de courtier en valeurs. C'est un budget conservateur, un budget immobiliste, un budget qui attend la reprise de l'économie américaine et mise tout là-dessus. C'est un budget qui déçoit les Canadiens à une époque de chômage généralisé et d'insécurité monstre. D'où le ministre des Finances (M. Lalonde) sort-il donc? Où étaient passés les députés libéraux ces six derniers mois? Nulle part ailleurs qu'à Ottawa, sans doute. S'ils avaient parcouru le pays, ils auraient pu voir le malheur des gens, surtout des jeunes qui ont tant de mal à trouver du travail. Et il n'y a pas que les jeunes! Combien n'y a-t-il pas de personnes qui sont licenciées, reprises pour quelque temps puis licenciées à nouveau! M. Davis, le premier ministre de l'Ontario, disait ce matin que le budget lui paraissait satisfaisant. C'est pourquoi je dis que c'est un budget conservateur. Les courtiers en valeurs et les banquiers applaudissent mais non les autres, les personnes âgées, les travailleurs, les consommateurs, les gens qui ont du mal à s'en tirer, les travailleurs économiquement faibles, les chômeurs et les autres.

● (1550)

J'ai dit ce matin que ce budget me rappelait l'histoire du petit chaperon rouge. Si elle criait au loup, le gouvernement libéral lui donnerait un crédit d'impôt sur quatre ans ou, pire, donnerait une subvention au loup pour qu'il améliore son efficacité. Il ne fait rien immédiatement pour arrêter le loup à la porte et secourir le petit chaperon rouge, ou les Canadiens.

J'ai dit aussi ce matin que le gouvernement n'avait tenu aucun compte de l'exhortation des évêques catholiques du

Le budget—M. Waddell

Canada qui voient dans le chômage le problème numéro un et réclament des solutions. Dans les documents budgétaires, le gouvernement déclare que le chômage ne sera pas inférieur à 12.4 p. 100 et 11.4 p. 100 en 1984. Nous aurons donc un chômage permanent. J'ai dit ce matin que nous étions en passe d'accepter le chômage permanent comme un fait normal.

J'ai souligné également certains mythes ce matin. L'un d'entre eux, c'est qu'il s'agit d'un budget de relance. Il n'en est rien, et je vais le démontrer un peu plus tard. Un autre mythe, c'est que le ministre des Finances ne pouvait pas faire grand-chose, qu'il n'avait pas une grande marge de manœuvre.

Je prétends au contraire qu'il avait toute la marge voulue. Il n'a eu aucune difficulté à trouver 200 millions de plus au dernier moment. S'il pouvait trouver cette somme au dernier moment, il aurait pu en trouver beaucoup plus pour des programmes de création immédiate d'emplois. Les municipalités réclament à cor et à cri des subventions de création d'emplois pour construire des ponts, des égouts, des patinoires, installer des feux de signalisation, etc. Ce sont des travaux qui doivent être faits et nous devons donner du travail aux gens. Mais ce budget ne propose rien à cet égard.

Je voudrais m'attarder un peu à la création d'emplois. Ce que fait le gouvernement, dans son budget, c'est donner plus d'ampleur à certains programmes à court terme comme le programme RELAIS. Pourtant, celui-ci ne donne aucun résultat. J'ai parlé à un certain nombre de conseillers et employés municipaux dans la péninsule de Niagara, à Welland, à Thorold et dans d'autres villes de cette région. Selon eux, le programme s'enlise dans la bureaucratie, ne vise que le court terme et n'est offert qu'aux personnes qui ont épuisé leur assurance-chômage; par ailleurs, les emplois sont mal rémunérés et certains sont tout simplement absurdes. A Windsor, le projet consiste à dénombrier les chiens. A St. Catharines, il y a un projet de débroussaillage. Je ne dis pas que ces programmes sont complètement inutiles, mais ils ne remplacent pas des programmes de création de bons emplois à long terme, que les gens souhaitent. Il n'y a rien dans le programme RELAIS. Les 4.8 milliards de dollars affectés à la création d'emplois s'étalement sur quatre ans. En fait, le gouvernement dépensera l'an prochain pour la création d'emplois ce qu'il consacre en un mois à l'assurance-chômage.

Il y a un autre mythe dans ce budget; le secteur privé serait le moteur de la croissance économique. Je n'ai rien contre le secteur privé et je souhaiterais qu'il en soit ainsi, mais ce n'est évidemment pas le cas. Nous butons sur des problèmes beaucoup plus fondamentaux. Nous traversons une crise de l'emploi. La situation est critique, et voici que le budget alloue des fonds aux entreprises. Il prévoit un allègement fiscal de 1.7 milliards de dollars pour les entreprises en quatre ans et il va chercher 3.5 milliards de dollars dans les poches des consommateurs au cours de ces quatre années. Je me suis rendu compte, en parcourant le pays, que nombre d'entreprises sont contrôlées par l'étranger. L'argent qu'on leur donne ne reste pas chez nous. Il nous faut régler ce problème.